

## **Un budget offensif pour sortir de la spirale de l'endettement**

Le redressement des finances locales était un préalable obligatoire.  
La situation catastrophique que nous avons connue en 2017 bloquait tout investissement.

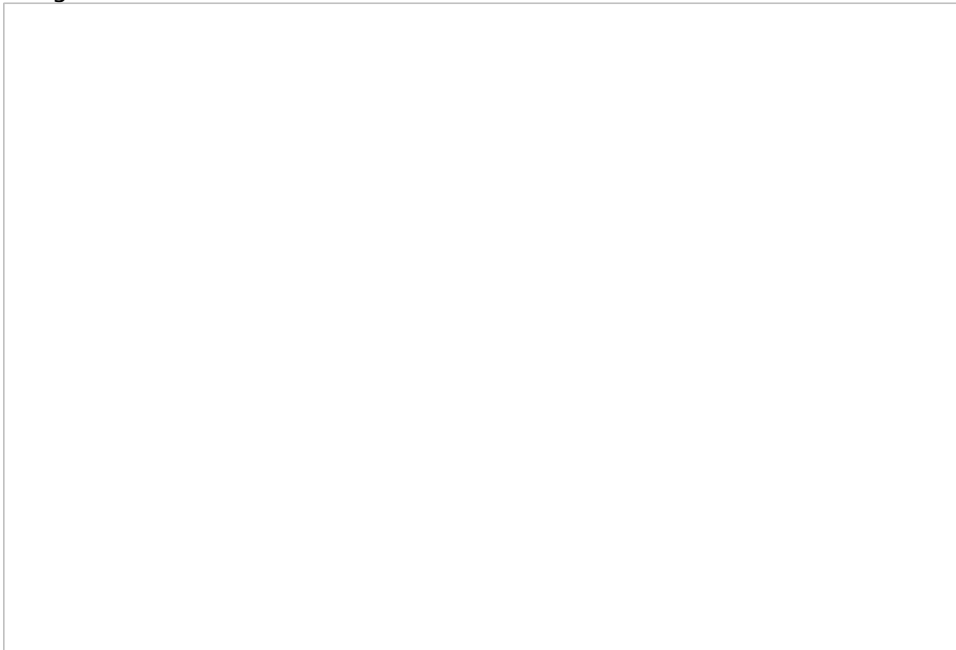
En effet, les banques n'accordaient plus aucun crédit aux politiques municipales et nous n'avions plus de marges financières.

La situation financière a été largement assainie depuis 2019. Le choix politique a été de ne jamais faire peser sur les habitants le **désendettement de la ville**.

Le redressement de la situation financière de notre Ville s'est alors fait avec **beaucoup de rigueur**, et notamment sur la tenue du calendrier budgétaire : un débat d'orientations budgétaires a lieu au mois de décembre. Le vote du budget primitif, quant à lui, intervient en février de l'année suivante. Le suivi de l'exécution budgétaire est alors assuré avec les services financiers de la Ville par la réunion mensuelle de la Commission des finances. La vice-présidence de cette Commission a d'ailleurs été confiée par le maire à un élu de l'opposition pour garantir davantage encore la transparence et l'examen critique des comptes publics.

Une autre priorité a été d'assurer aux entreprises des délais de paiement sécurisés et stables (de 90 jours en 2018 à 28 jours en 2023 de délai de paiement des factures en moyenne), ce qui favorise **l'attractivité de notre commune** auprès des entreprises.

Image



[Présentation du Bilan de mi-mandat](#)

## **0€ d'augmentation**

### **des bases ville des impôts locaux depuis 2020**

- **0€ d'augmentation des bases Ville des impôts locaux** depuis 2020
- La capacité de désendettement est passée de 22 ans en 2017 à **5 ans en 2023**
- La dette a été diminuée de **61 millions d'€** en 5 ans
- Mise en place du **plan pluriannuel d'investissements** jusqu'en 2032
- **69.7 millions d'€** investis dans nos équipements en 5 ans
- **Respect du délai de paiement** des prestataires (90 jours en 2018, 28 jours en 2023)

**Lutte contre le désengagement de l'Etat**, pour des dotations plus justes et plus d'équité pour nos territoires